



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
27 juin 2025
Français
Original : anglais

Deuxième session ordinaire de 2025

25-28 août, New York

Point 6 de l'ordre du jour provisoire

Programmes de pays et questions connexes

**Descriptif de programme de pays pour la Bosnie-
Herzégovine (2026-2030)**

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Rôle du PNUD au regard du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable	2
II. Priorités du programme et partenariats	5
III. Administration du programme et gestion des risques	9
IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme	10
Annexes	
A. Cadre de résultats et d'allocation des ressources	12
B. Plan d'évaluation chiffré	



I. Rôle du PNUD au regard du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable

1. La Bosnie-Herzégovine est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure de 3,5 millions d'habitants. Malgré d'importants défis économiques, démographiques et de gouvernance, le pays a accompli des progrès significatifs vers les objectifs de développement durable et l'adhésion à l'Union européenne. Depuis 2005, l'indice de développement humain a augmenté de 18 %, pour atteindre 0,779 en 2022, ce qui place la Bosnie-Herzégovine dans la catégorie des pays ayant un indice de développement humain élevé, tandis que le revenu national brut par habitant a augmenté de plus de 122 %, pour s'élever à 16 571 dollars en 2022¹. Entre 2021 et 2024, le pays a affiché une croissance annuelle moyenne de 3 %². La Bosnie-Herzégovine se classe 50^e sur 187 pays en termes de progrès dans la réalisation des objectifs de développement durable, avec 40 % des indicateurs cibles du pays atteints ou en voie de l'être, et 21,5 % des indicateurs enregistrant des progrès³. Dans le cadre de son adhésion au programme en matière d'environnement pour les Balkans occidentaux⁴ et des engagements pris au titre des contributions déterminées au niveau national⁵, le pays s'est engagé à atteindre la neutralité climatique et la durabilité environnementale.

2. La poursuite des progrès vers les objectifs de développement durable et l'adhésion à l'Union européenne dépendra de la réussite du pays à relever ses défis économiques, environnementaux, sociaux et de gouvernance. Le système de gouvernance du pays est complexe et asymétrique avec quatre niveaux de gouvernance, à savoir : l'État, deux entités, le district autonome de Brčko et 10 cantons, avec plus de 150 ministères, et 145 administrations locales ayant les mêmes responsabilités, indépendamment de leur taille. Cela pose des problèmes en termes de cohérence politique, de normes de services publics et de protection des droits. L'économie est portée par un secteur énergétique/industriel à forte intensité de carbone, les services et l'agriculture, ainsi que par les envois de fonds, ce qui accroît sa vulnérabilité aux chocs économiques, commerciaux et climatiques. Le secteur énergétique est tributaire du charbon, qui représente 60 % à 70 % de la production d'électricité⁶, ce qui a des conséquences majeures pour l'économie, l'environnement et la santé publique. La mise en place progressive du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières exacerbe l'urgence d'accélérer les progrès en vue d'une transition juste et écologique. La Bosnie-Herzégovine se heurte à un déclin démographique lié à l'émigration, au vieillissement de la population et à la baisse du taux de fécondité. Elle continue de s'attaquer à son héritage passé en ce qui concerne les droits et les besoins des femmes, des personnes handicapées, des jeunes, des personnes âgées et des minorités.

3. Les femmes et les groupes vulnérables et marginalisés sont les plus touchés par les inégalités d'accès à la représentation, à la protection des droits, aux services publics et aux opportunités économiques. Entre 2005 et 2022, l'indice de

¹ <https://www.undp.org/bosnia-herzegovina/press-releases/bih-categorised-highly-developed-country-according-undp-human-development-report#:~:text=On%20average%2C%20citizens%20of%20Bosnia,2000%2C%20reaching%2016%2C571%20in%202022.>

² Équipe de pays des Nations Unies. Analyse commune de pays 2024.

³ Ibid.

⁴ https://enlargement.ec.europa.eu/system/files/2020-10/green_agenda_for_the_western_balkans_en.pdf.

⁵ https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-06/NDC%20BiH_November%202020%20FINAL%20DRAFT%2005%20Nov%20ENG%20LR.pdf.

⁶ <https://www.ccacoalition.org/news/coal-mine-methane-financing-bosnias-green-transition#:~:text=The%20electricity%20sector%20in%20Bosnia,on%202020%20levels%20by%202030.>

développement de genre de la Bosnie-Herzégovine a augmenté de 5,4 %, passant de 0,903 à 0,952, tandis que l'écart entre les genres dans l'indice de développement humain a diminué, passant de 0,069 à 0,039 au cours de la même période⁷. Par exemple, les femmes occupent 5,6 % des postes de maires et 28 % des postes de cadres supérieurs et moyens, comptent pour environ un tiers de la population active et sont représentées de manière disproportionnée dans les secteurs moins bien rémunérés, souvent informels ou à temps partiel. Exacerbée par la répartition inégale des responsabilités en matière de soins, cette exclusion limite l'influence des femmes dans la prise de décision, réduit leur accès à la protection sociale et freine l'évolution de leur carrière.

4. Les jeunes sont les plus touchés par le manque de perspectives civiques et économiques. Les possibilités limitées de participation des jeunes aux processus de gouvernance réduisent l'innovation institutionnelle et limitent l'engagement civique. L'écart entre la demande du marché et les compétences fournies par le système éducatif contribue au chômage des jeunes (27 % en 2023)⁸ et les incite à quitter le pays.

5. Parmi les autres groupes considérés comme vulnérables figurent les personnes handicapées, qui n'ont pas accès aux infrastructures, aux services, à l'éducation et aux possibilités d'emploi en raison de préjugés et de cadres politiques inadéquats ; les personnes âgées, qui représentent 19 % de la population et devraient en représenter 30 % d'ici à 2060⁹, ce qui, combiné à l'émigration croissante de la population en âge de travailler, risque de réduire la marge de manœuvre fiscale pour toute une série de services publics et de prestations de retraite ; les minorités, qui n'ont pas accès aux fonctions électives, sont plus susceptibles d'occuper des emplois informels, connaissent des niveaux plus élevés de pauvreté multidimensionnelle (en particulier les Roms) et ont un accès limité à la protection sociale, aux services sociaux et aux prestations sociales.

6. Pour surmonter ces difficultés, les autorités, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et d'autres organismes des Nations Unies, ont élaboré le *Cadre des objectifs de développement durable* et le *Cadre de financement des objectifs de développement durable*, avec le soutien du *Conseil pour le suivi et la mise en œuvre des objectifs de développement durable en Bosnie-Herzégovine*. Ces initiatives ont permis d'aligner fermement le programme de développement du pays sur le Programme 2030 et les priorités d'adhésion à l'Union européenne.

7. Le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2026-2030 énonce les objectifs de la coopération entre les autorités gouvernementales et le système des Nations Unies pour le développement dans trois domaines prioritaires : a) la croissance verte inclusive ; b) le développement du capital humain ; et c) les institutions responsables et la cohésion sociale.

8. Le PNUD a joué un rôle important au sein de l'équipe de pays des Nations Unies en mettant son rôle fédérateur au service de multiples domaines thématiques, y compris des initiatives financées par le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix. Le PNUD travaille en partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Fonds des Nations Unies pour la population et l'Entité

⁷ <https://www.undp.org/bosnia-herzegovina/press-releases/bih-categorised-highly-developed-country-according-undp-human-development-report#:~:text=On%20average%2C%20citizens%20of%20Bosnia,2000%2C%20reaching%2016%2C571%20in%202022.>

⁸ Analyse commune de pays 2024.

⁹ [https://www.mhrr.gov.ba/PDF/LjudskaPrava/Prvi%20Izvjestaj%20BiH%20o%20provedbi%20Madridskog%20akcionog%20plana%20za%20starenje.pdf.](https://www.mhrr.gov.ba/PDF/LjudskaPrava/Prvi%20Izvjestaj%20BiH%20o%20provedbi%20Madridskog%20akcionog%20plana%20za%20starenje.pdf)

des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Ces initiatives conjointes mettent l'accent sur l'adaptation des objectifs de développement durable aux réalités locales, la promotion de la bonne gouvernance, le renforcement de la cohésion sociale et de la confiance, la réduction des risques de catastrophe et l'amélioration de la sécurité alimentaire.

9. Dans le cadre du programme actuel (2021-2025), le PNUD a joué un rôle clé dans les réformes, en veillant à ce que l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes soit conforme aux normes internationales et européennes grâce à une collaboration avec les autorités nationales et locales et la société civile. Les efforts de renforcement des capacités ont permis d'accroître la transparence et l'inclusion, d'améliorer les services publics et de mobiliser les citoyens.

10. Le PNUD a joué un rôle de premier plan en aidant les pouvoirs publics à respecter leurs obligations internationales, notamment en adoptant le Plan national d'adaptation aux changements climatiques¹⁰ et les communications nationales du pays¹¹. Le PNUD a également soutenu l'élaboration de systèmes de surveillance environnementale qui ont permis de mesurer la consommation énergétique d'environ 7 000 bâtiments publics et ont donné lieu à plus de 175 projets d'infrastructures à haut rendement énergétique, permettant de réaliser des économies annuelles de 4 millions d'euros. Il a également contribué à la mise en place d'une gouvernance inclusive des zones protégées, notamment en vue de prévenir les incendies de forêt et de favoriser la préservation de la biodiversité par les communautés locales.

11. Le soutien du PNUD à la croissance inclusive s'est traduit par la création d'un accélérateur pour les petites et moyennes entreprises visant à favoriser la transition vers une économie circulaire et un financement vert. En tant que promoteur de l'économie circulaire et des modèles d'entreprise durables, le PNUD a renforcé la numérisation de l'écosystème commercial. Le PNUD a appuyé l'ouverture de laboratoires de science, technologie, ingénierie et mathématiques dans les écoles, s'est associé aux Volontaires des Nations Unies pour promouvoir la transformation numérique, et a mis en place un soutien financier et consultatif pour les start-ups et les jeunes entrepreneurs. En collaboration avec ONU-Femmes, l'UNICEF et le FNUAP, le PNUD a apporté des compétences numériques et entrepreneuriales aux femmes et aux filles dans le cadre de l'initiative conjointe *ITGirls*, et a mis en place un accélérateur de genre afin de promouvoir des questions telles que la prise en compte des questions de genre dans le processus budgétaire et l'autonomisation économique des femmes.

12. Dans le cadre du programme actuel, les travaux du PNUD ont contribué à l'élaboration de plus de 70 cadres politiques et réglementaires alignés sur les priorités du développement durable et les normes internationales. Le PNUD a amélioré la qualité et l'accessibilité des services publics, la gestion des actifs et la passation de marchés publics dans plus de 80 % des administrations locales. Le PNUD a contribué à la mise en place de solutions numériques pour les administrations locales et les institutions publiques, telles que des portails d'administration en ligne, la fourniture de services publics par des moyens numériques et la traçabilité des armes illicites. Le PNUD a renforcé le rôle moteur de la société civile et des jeunes grâce à des outils numériques tels que E-Citizen, Public Consultations 2.0 et Urban Lab, afin d'accroître la participation aux forums de concertation avec la société civile et d'améliorer la fourniture de services sociaux, au bénéfice d'environ 6 500 personnes vulnérables.

¹⁰ <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/NAP-Bosnia-and-Herzegovina%20.pdf>.

¹¹ https://unfccc.int/sites/default/files/resource/FNC%20BiH_ENG%20fin.pdf.

13. À partir des résultats, des réalisations et des enseignements tirés du programme 2021-2025, l'évaluation indépendante du programme de pays¹² a abouti aux recommandations suivantes pour le nouveau programme de pays : a) approfondir les efforts en matière d'efficacité énergétique, tout en encourageant le secteur privé à améliorer la gestion de l'énergie ; b) accroître les investissements dans la gestion durable des zones protégées et la protection de l'environnement ; c) renforcer le développement économique durable par l'économie circulaire, le développement du secteur agricole et la création d'un environnement propice à l'innovation ; d) construire un portefeuille de gouvernance locale solide pour améliorer la gouvernance et la prestation de services ; et e) intensifier les travaux en matière de contrôle des armes légères et de petit calibre et de lutte antimines afin d'améliorer les capacités financières et opérationnelles des forces de l'ordre.

II. Priorités du programme et partenariats

14. La vision sous-tendant le programme de pays est de contribuer, à travers le Plan-cadre de coopération, à la réalisation des objectifs de développement du pays énoncés dans le plan national *Vision 2030*¹³, à savoir faire en sorte que la Bosnie-Herzégovine soit un pays prospère, économiquement et institutionnellement développé, socialement équitable, doté d'une société fondée sur l'égalité des chances et sur la connaissance, qui utilise efficacement ses ressources, protège l'environnement et préserve la richesse de la diversité, en mettant particulièrement l'accent sur les mesures visant à renforcer la cohésion sociale. Aligné sur le Plan stratégique du PNUD, le programme a été coconçu au moyen de consultations ciblées avec les institutions publiques, la société civile et les partenaires nationaux et internationaux, et alimenté par le processus de consultation nationale du Plan-cadre de coopération. Plus de 300 représentantes et représentants des secteurs public et privé, des organisations de la société civile et du monde universitaire ont participé aux consultations nationales organisées à travers le pays.

15. La mise en œuvre du programme national continuera de s'appuyer sur des partenariats diversifiés. Les principaux partenaires resteront l'Union européenne, les partenaires bilatéraux du développement international, les administrations (à tous les niveaux) et les fonds thématiques tels que le Fonds vert pour le climat, le Fonds pour l'environnement mondial et le Fonds pour la consolidation de la paix. Le PNUD élargira sa collaboration avec les parlements et les autorités à tous les niveaux et s'efforcera de tirer davantage parti de son réseau de partenariats avec le secteur privé, les organisations de la société civile, les groupes de jeunes, les médias, les centres de recherche et d'innovation et les universités, afin de garantir des effets positifs globaux sur la trajectoire de développement du pays. Le PNUD intensifiera la coopération régionale dans les domaines de la gouvernance, de l'environnement, de la réduction des risques de catastrophe et de la croissance durable.

16. La théorie du changement générale du programme de pays suggère que pour faciliter une croissance verte inclusive, il faudra créer un environnement propice au commerce pour améliorer la compétitivité, renforcer le marché du travail et combler le déficit de compétences, de manière à développer les secteurs économiques verts et une économie plus circulaire, ainsi que renforcer les capacités des institutions et du secteur privé à mieux utiliser les ressources et l'énergie, à protéger l'environnement et la biodiversité et à accroître la résilience aux catastrophes naturelles. Le

¹² Bureau indépendant d'évaluation du PNUD. *Évaluation indépendante du programme de pays de la Bosnie-Herzégovine*, 2025.

¹³ Autorités gouvernementales de Bosnie-Herzégovine, *Cadre des objectifs de développement durable en Bosnie-Herzégovine*. 2020.

développement du capital humain doit passer par le renforcement des capacités institutionnelles afin de fournir des services sociaux, de santé, d'emploi et de formation continue mieux ciblés et destinés en priorité aux groupes vulnérables et marginalisés, tout en renforçant la résilience des individus et leur capacité à accéder à ces services en vue d'une participation sociale, économique et civique significative. Pour promouvoir des institutions responsables et la cohésion sociale, il faudra des services publics plus performants et plus inclusifs, un renforcement de l'État de droit et de la protection des droits humains, ainsi qu'une cohésion sociale et une confiance accrues dans les institutions publiques. Pour ce faire, il faudra également renforcer la responsabilité et la transparence des systèmes de gouvernance du pays, favoriser la participation active de la société civile et mettre en place des mesures d'application et de contrôle fondées sur des données probantes.

17. Dans le cadre de cette théorie du changement générale, le PNUD élaborera ses interventions d'une manière intégrée et synergique afin d'aider à établir les cadres politiques pertinents et les capacités institutionnelles nécessaires pour créer un environnement propice à l'amélioration de la fourniture de services publics et de la participation civique et économique, tout en renforçant les capacités et la résilience des détenteurs de droits, en accordant la priorité aux plus défavorisés, afin qu'ils puissent exercer pleinement leurs droits aux services sociaux et tirer parti des nouvelles possibilités d'emploi et d'engagement civique.

18. Les thèmes transversaux et les catalyseurs suivants ont été retenus pour faciliter l'accélération des réalisations du programme : l'innovation renforcera les systèmes et les capacités, afin d'améliorer les mécanismes participatifs, l'élaboration des politiques et la fourniture de services ; le PNUD continuera à s'appuyer sur son réseau mondial pour les politiques, la coopération Sud-Sud (Est-Est) et le volontariat (y compris le partenariat avec le programme des Volontaires des Nations Unies) pour introduire une programmation plus souple et accélérer l'apprentissage ; la numérisation offrira de nouvelles possibilités de personnalisation, de sensibilisation et d'inclusion, grâce au développement des services en ligne ; le financement du développement permettra d'améliorer les liens entre les politiques publiques et les budgets, les investissements fondés sur des données probantes, les partenariats public-privé et la création de nouveaux instruments financiers ; les efforts de rationalisation de l'adaptation des objectifs de développement durable aux réalités locales se poursuivront, sur la base d'un écosystème de gouvernance des objectifs de développement durable déjà solidement établi. Le PNUD appliquera des solutions intégrées pour aider les administrations et la société civile de Bosnie-Herzégovine à accélérer la réalisation des objectifs de développement durable, y compris dans les domaines qui présentent une forte complémentarité avec le processus d'adhésion à l'Union européenne.

Croissance verte inclusive

19. Les travaux du PNUD dans ce domaine reposeront sur un portefeuille de transition verte, tirant parti de ses partenariats avec les administrations, le secteur privé, le monde universitaire et la société civile, afin de concrétiser des stratégies pertinentes telles que la Stratégie d'adaptation aux changements climatiques et de développement sobre en carbone, le Plan national d'adaptation, le Plan directeur pour une transition juste et soucieuse de l'égalité des genres pour toutes et tous, le Plan de développement rural 2024-2027, le programme en matière d'environnement pour les Balkans occidentaux, etc. Le PNUD soutiendra également l'affinement et l'adoption de la feuille de route du pays sur l'économie circulaire, ainsi que la finalisation du Plan national pour l'énergie et le climat et le processus de révision des contributions déterminées au niveau national 3.0.

20. Le PNUD aidera à mettre en œuvre des améliorations de l'efficacité énergétique des infrastructures publiques et privées, contribuera à accroître l'utilisation des énergies renouvelables, mettra au point des incitants et des mécanismes de financement durable pour une transition énergétique juste, et améliorera les possibilités d'emploi grâce à la formation professionnelle, en particulier dans les régions tributaires du charbon. Le PNUD s'appuiera sur ses travaux relatifs au système d'information sur la gestion de l'énergie pour générer des économies qui seront réinjectées dans de nouveaux investissements au profit du secteur résidentiel, en accordant la priorité aux familles à faible revenu et aux ménages en situation de précarité énergétique.

21. Le PNUD soutiendra des approches intégrées de la gestion des ressources environnementales, agricoles et culturelles, afin de lutter contre les répercussions de la pollution de l'air, de l'eau et du sol, de renforcer les efforts de protection de la nature, y compris les mécanismes financiers visant à garantir la durabilité des zones protégées, la préservation de la biodiversité et la promotion d'un tourisme durable. Le PNUD travaillera également sur des solutions durables pour l'élimination des déchets dangereux et encouragera la gouvernance environnementale.

22. Les partenariats avec le secteur privé, les administrations et les communautés locales permettront d'étendre les programmes communautaires d'adaptation aux changements climatiques et les mesures de résilience, en mettant l'accent sur les solutions fondées sur la nature, afin de réduire les risques liés aux catastrophes naturelles, en particulier pour les groupes vulnérables qui sont touchés de manière disproportionnée par les catastrophes naturelles.

23. Dans le cadre de la promotion des principes de l'économie circulaire, des initiatives et des investissements seront mis en œuvre pour garantir une meilleure utilisation des ressources et une consommation durable au moyen d'incitants commerciaux, d'une meilleure gestion et d'un meilleur recyclage des déchets, et d'une sensibilisation accrue du public. Ces interventions comprendront également le renforcement des compétences et la résolution des problèmes d'inadéquation du marché du travail, afin de créer des opportunités d'emploi pour les jeunes, les femmes, les personnes handicapées et les groupes marginalisés.

24. Le PNUD s'appuiera sur le *Cadre de financement des objectifs de développement durable* en aidant à concevoir de nouveaux incitants et instruments financiers tels que les obligations vertes et les mécanismes de tarification du carbone.

Développement du capital humain

25. Le PNUD contribuera à l'amélioration des services sociaux pour les plus vulnérables, en particulier dans les petites communautés sous-développées. Au niveau des politiques, le PNUD collaborera notamment avec les autorités nationales pour renforcer les capacités en matière de données et de statistiques, de manière à collecter des données ventilées permettant de mettre en évidence les lacunes dans les services et d'améliorer le ciblage. Le PNUD favorisera la prise en compte des questions de genre dans le processus budgétaire, améliorera les politiques de lutte contre le travail domestique non rémunéré, encouragera le renforcement des lois sur la transparence des salaires et les initiatives visant à combler les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes. En outre, le PNUD soutiendra l'intégration des politiques d'égalité et de lutte contre la violence sur le lieu de travail.

26. Au niveau individuel comme à l'échelle communautaire, le PNUD soutiendra les initiatives visant à promouvoir l'emploi formel et indépendant pour les groupes vulnérables, y compris le soutien à l'entrepreneuriat, en particulier dans les zones rurales, l'élargissement de l'accès à la formation à l'entrepreneuriat et aux compétences vertes et numériques et aux possibilités d'emploi grâce à l'amélioration

de l'apprentissage professionnel et de la formation aux sciences, aux technologies, à l'ingénierie et aux mathématiques, ainsi que les programmes de mentorat et d'apprentissage ciblant les femmes et les jeunes pour faciliter leur intégration sur le marché de l'emploi. Ces initiatives mettront à profit les synergies avec les interventions au titre du domaine prioritaire de la croissance verte inclusive pour assurer la cohérence entre l'environnement propice à la croissance verte et le renforcement des capacités des individus à participer à cette croissance.

27. Le PNUD contribuera à consolider les systèmes de protection sociale en renforçant les capacités, en améliorant la législation et en favorisant l'utilisation d'outils numériques. Pour ce faire, il faudra notamment améliorer l'habileté numérique des prestataires de services et des utilisateurs finaux (en priorité les groupes vulnérables) afin de garantir un meilleur accès aux droits et aux services sociaux. Dans le but d'améliorer l'accessibilité pour les personnes handicapées, le PNUD s'appuiera sur les technologies d'assistance pour soutenir la fourniture de services publics par voie numérique et généralisera l'utilisation de la conception universelle afin d'améliorer l'accessibilité physique des infrastructures.

Institutions responsables et cohésion sociale

28. Pour améliorer l'efficacité de la gouvernance, le PNUD se concentrera sur l'amélioration de l'écosystème de gouvernance au sens large en renforçant les capacités institutionnelles, en élargissant l'utilisation des technologies numériques et en promouvant la conception et la mise en œuvre de politiques transparentes et inclusives. Le PNUD améliorera également la cohérence et l'alignement des politiques verticales et horizontales à tous les niveaux gouvernementaux afin d'améliorer la prestation de services, notamment grâce à la consolidation des services intermunicipaux.

29. Pour renforcer la réactivité des institutions publiques, le PNUD promouvra des systèmes de gouvernance à dimension humaine en améliorant la transparence, la responsabilité et le contrôle grâce à la participation active des communautés à la prise de décision. Le PNUD renforcera également les processus de planification et de prestation de services, ainsi que les mécanismes de contrôle par l'intermédiaire des parlements et des bureaux d'audit public, afin de veiller à ce que les interventions répondent aux besoins spécifiques des populations vulnérables, à ce que les politiques soient plus cohérentes et à ce que les budgets publics soient alignés sur les objectifs de développement durable. Le PNUD cherchera tout particulièrement à favoriser la cohésion sociale en s'appuyant sur la dynamique intergénérationnelle.

30. Le PNUD mettra un accent particulier sur la gouvernance locale et utilisera une approche de portefeuille pour adapter les objectifs de développement durable aux réalités locales, en tirant parti des technologies de pointe et des solutions numériques pour assurer l'efficacité opérationnelle et la transparence, ainsi qu'en impliquant activement la société civile. Des approches personnalisées seront utilisées en fonction de la typologie des administrations locales – petites et sous-développées, moyennes ou grandes. Le PNUD renforcera les capacités et les systèmes afin d'améliorer l'efficacité de la prise de décision, du contrôle, de la passation des marchés publics, de la gestion des finances publiques, de la budgétisation par programme et de la participation citoyenne. Le PNUD contribuera également à l'élaboration de politiques en matière de gouvernance environnementale, de justice et de sécurité.

31. Le soutien du PNUD à la gouvernance numérique facilitera les flux de données et l'interopérabilité des systèmes entre les institutions en vue d'améliorer l'accès aux services et à l'information, la transparence et la responsabilité. Le PNUD soutiendra les initiatives en matière de données ouvertes et d'innovation destinées à faciliter l'accès du public aux solutions numériques et aux possibilités de recherche. En outre,

le PNUD renforcera les systèmes nationaux de cybersécurité afin de protéger les infrastructures numériques publiques et privées et les services essentiels.

32. Le PNUD intensifiera sa coopération avec le Conseil de coordination des armes légères et de petit calibre et les organismes chargés de l'application de la loi afin d'obtenir l'adoption d'une législation harmonisée sur les armes et les munitions, alignée sur les directives pertinentes de l'Union européenne. Dans ses interventions, le PNUD mettra également l'accent sur l'amélioration des capacités techniques et d'enquête nécessaires pour lutter contre les crimes liés aux armes légères et de petit calibre, sur la formation à la prévention du trafic illicite d'armes légères et de petit calibre et sur la fourniture de solutions en matière de gestion des stocks et de logistique. En outre, fort de sa longue expérience en matière de soutien aux gouvernements dans le domaine du déminage, le PNUD renforcera les capacités des partenaires institutionnels à planifier et à gérer la lutte antimines de manière cohérente.

33. Les efforts du PNUD en matière de financement du développement contribueront à améliorer la gestion des finances publiques au niveau national et local, ce qui favorisera la mobilisation des ressources à travers de nouveaux instruments financiers tels que les obligations liées aux objectifs de développement durable, les obligations thématiques et un fonds d'investissement stratégique pour des investissements ciblés dans les priorités de développement.

III. Administration du programme et gestion des risques

34. Le présent descriptif de programme de pays donne un aperçu de la contribution du PNUD aux résultats nationaux et constitue le principal moyen de rendre compte au Conseil d'administration de la mesure dans laquelle les résultats correspondent aux objectifs fixés et de l'utilisation des ressources allouées au programme. Pour chaque niveau (pays, région et siège), les responsabilités afférentes au programme de pays sont énoncées dans les politiques et procédures régissant les programmes et opérations du PNUD, ainsi que dans le dispositif de contrôle interne.

35. Le programme sera exécuté sur le plan national. Si nécessaire, l'exécution nationale peut être remplacée par l'exécution directe pour tout ou partie du programme en cas de force majeure. La politique harmonisée concernant les transferts de fonds sera appliquée en coordination avec les autres entités des Nations Unies de façon à gérer les risques financiers. Les définitions et les classifications des coûts afférents aux activités de programme et aux activités visant l'efficacité du développement seront appliquées aux différents projets concernés.

36. Le programme sera mis en œuvre sous la direction du Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine. Le contrôle du programme s'effectuera dans le cadre des examens annuels du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, avec le comité directeur mixte composé de l'Organisation des Nations Unies, du Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine et du Ministère des affaires étrangères. Les projets et les portefeuilles seront mis en œuvre en coopération avec les institutions nationales et locales, et des comités de projet en assureront le contrôle. Le PNUD adhèrera aux normes sociales et environnementales des entreprises dans le cadre de sa programmation et de l'identification des risques.

37. Le programme de pays repose sur plusieurs grandes hypothèses et sur les risques qui en découlent, susceptibles d'influencer la mise en œuvre du programme. Première hypothèse : les perspectives d'adhésion à l'Union européenne devraient favoriser les réformes du secteur public. Dans le même temps, les dynamiques régionales et locales pourraient avoir une incidence négative sur la protection des droits et limiter l'espace

civique et l'inclusion, ce qui pourrait nuire à la réalisation des objectifs de développement du pays et au respect des conditions d'adhésion à l'Union européenne. Le PNUD adoptera une approche de gestion adaptative et exploitera le partenariat solide avec les autorités gouvernementales et les partenaires de développement internationaux pour assurer une mise en œuvre efficace et un soutien en matière de plaidoyer en vue de maintenir les progrès et d'atténuer l'impact potentiel de ces risques.

38. Deuxième hypothèse : la mobilisation publique et politique en faveur d'une transition écologique devrait s'intensifier. À défaut, l'adoption des réformes envisagées en matière de politique économique et énergétique serait compromise. L'une des principales stratégies d'atténuation du PNUD consistera à tirer parti de son rôle fédérateur pour favoriser le soutien public et le plaidoyer en faveur des réformes, ainsi que pour mobiliser des fonds climatiques et d'autres ressources afin de soutenir l'adoption et la mise en œuvre de ces réformes.

39. Troisième hypothèse : les progrès en matière de développement du capital humain dépendraient de l'accessibilité des services publics pour optimiser l'inclusion, de la capacité des personnes à y accéder et de l'existence d'opportunités d'emploi suffisantes pour les travailleurs nouvellement qualifiés ou en cours de requalification. En l'absence de ces conditions préalables, le risque d'érosion de la confiance publique et de la cohésion sociale est plus élevé. Pour atténuer ces risques, il conviendra de concevoir des interventions programmatiques qui optimisent la cohérence entre les initiatives de renforcement des compétences et des capacités et les travaux menés au niveau institutionnel et politique pour améliorer la prestation de services et consolider un environnement propice à la création de nouvelles opportunités d'emploi. Quelque 15 % des ressources du programme de pays seront consacrées à l'obtention de résultats en matière de genre, de manière à réduire les risques liés aux inégalités entre les femmes et les hommes.

IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme

40. Aligné sur le Plan stratégique du PNUD et le Plan-cadre de coopération, le *Cadre de résultats et d'allocation des ressources* sert de dispositif d'application du principe de responsabilité. Les groupes de résultats du Plan-cadre de coopération constitueront le principal espace de consolidation des données sur les progrès accomplis au niveau des programmes, y compris les données et les enseignements tirés des évaluations commandées par le PNUD.

41. Le PNUD soutiendra les institutions statistiques du pays en matière de collecte, d'analyse, de suivi et de communication de données ventilées, et exploitera les données quantitatives et qualitatives provenant des institutions publiques, de la société civile et des organisations de défense des droits humains. Le PNUD utilisera des logiciels et des plateformes directement disponibles pour recueillir les données primaires, et élaborera des outils personnalisés pour la collecte et l'analyse des données du projet. Au moins 5 % du financement du programme seront affectés aux activités de suivi et d'évaluation.

42. Le PNUD entreprendra une série d'évaluations, notamment des évaluations de synthèse et des évaluations par projet, par thème, par résultat et par programme. Ces évaluations seront programmées de manière stratégique, afin de tirer les enseignements nécessaires pour aller de l'avant, d'orienter les ajustements de la programmation au cours du cycle de programmation, et d'éclairer la conception du prochain programme de pays. Les évaluations porteront également sur le niveau d'autonomisation des femmes et d'intégration des personnes handicapées.

43. Dans son cadre de suivi et d'évaluation, le PNUD adoptera une approche innovante et systémique de l'apprentissage, combinant l'analyse continue du paysage du développement avec des approches de gestion adaptative pour répondre à toute difficulté ou opportunité émergente. Grâce à ses capacités internes dédiées, le PNUD pourra suivre les évolutions du système susceptibles d'avoir une incidence sur sa programmation, tandis que les enseignements tirés des initiatives en cours serviront de base aux futures interventions et actions de plaidoyer dans le cadre du programme et éclaireront les révisions de la théorie du changement du programme. Le PNUD continuera à produire de précieux supports de connaissance dans tous les domaines prioritaires du programme de pays afin d'orienter son travail et de contribuer à la base de connaissances du pays.

Annexe A

Cadre de résultats et d'allocation des ressources

NATIONAL PRIORITY OR GOAL: SDG Framework in BiH 1. Good governance and public sector management; 2. Smart growth. Sustainable Development Goals: 5, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 17				
COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INVOLVING UNDP #1: By 2030 public institutions and the private sector catalyse gender responsive, climate-resilient, and sustainable green growth promoting social equity and decent jobs.				
RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME: <i>Outcome 1: Structural transformation accelerated, particularly green, inclusive, and digital transitions</i>				
COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)	DATA SOURCE AND FREQUENCY OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES	INDICATIVE COUNTRY PROGRAMME OUTPUTS	MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS	ESTIMATED COST BY OUTCOME (US\$)
Indicator 1.i. Renewable energy share in the total final energy consumption (per cent) <i>Baseline (2021): 36.7</i> <i>Target (2030): 43.6</i>	Authorities' reports to Energy Community/annual Authorities' and UN reports/annual BiH Agency for Statistics, UN reports/annual	Output 1.1: Authorities develop and implement legislation, policy, and regulatory frameworks for an inclusive, diversified green, circular, climate-resilient economy, with stronger management of natural and cultural resources. Indicator 1.1.1. Number of policy, financial and other stimulus measures adopted by authorities that promote a) inclusive, climate resilient, green growth. <i>Baseline (2025): 19</i> <i>Target (2030): 29</i> b) sustainable natural resources management. <i>Baseline (2025): 3</i> <i>Target (2030): 15</i> <i>Source/frequency:</i> National, European Union, UNDP reports/annual Indicator 1.1.2. Number of institutions with the capacity to develop, implement and monitor policies and measures that advance an inclusive green transition. <i>Baseline (2025): 15</i> <i>Target (2030): 30</i> <i>Source/frequency:</i> UNDP/quarterly	Relevant ministries, local governments, civil society organizations, diaspora. UNEP, UNICEF, ILO, UNODC, UN Women European Union, international financial institutions (IFIs), climate funds, Governments of Sweden, Germany, Switzerland, Slovak Republic, Czech Republic, Denmark. Italian Development Cooperation private sector national parks and protected areas, innovation hubs, universities	Regular \$900,000 ----- Other \$89,138,000

Indicator 1.j. Growth rate (per cent) of newly registered businesses <i>Baseline (2023): 3.41</i> <i>Target (2030): 5</i> Indicator 1.e. Share of local governments that adopt and implement local disaster risk reduction strategies in line with national strategies and the Sendai framework (incorporating gender equity considerations and sex disaggregated data) <i>Baseline (2025): 54</i> <i>Target (2030): 61</i>		Output 1.2: Authorities, the private sector, and communities have enhanced capacities, including for financial and nonfinancial support, to develop an inclusive, greener, and productive business sector and improve livelihoods. Indicator 1.2.1. Number of innovative, financial, and nonfinancial, scalable solutions developed for circular and green economy. <i>Baseline (2025): 5</i> <i>Target (2030): 17</i> <i>Source/frequency: UNDP/quarterly.</i> Indicator 1.2.2. Number of SMEs (including women-led) that strengthen their competitiveness by adopting: a) green finance incentive schemes for resource efficiency b) sustainability information into their reporting cycle c) post-disaster or crisis recovery contingencies d) women-led SMEs with green business and finance schemes e) digital solutions and cutting-edge technologies. <i>Baseline (2025):</i> a) 3 (W: 1) b) 15 (W: 5) c) 693 (W: 115) d) 25 e) 100 (W: 30) <i>Target (2030):</i> a) 15 (W: 5) b) 80 (W: 35) c) 823 (W: 200) d) 80 e) 300 (W: 100)		
---	--	---	--	--

		<i>Source/frequency:</i> UNDP/quarterly; Global Reporting Initiative/annually; Perception surveys/annually Indicator 1.2.3. (IRRF 3.3.1) Number of people who benefit from new jobs, including green jobs, and improved livelihoods as a result of UNDP support (with focus on women, youth, persons with disabilities, other vulnerable): <i>Baseline (2025):</i> 20,458 (women: 9,300; youth:191, persons with disabilities: 0; other vulnerable: 154; green jobs: 0) <i>Target (2030):</i> 22,700 (women: 9,600; youth: 350; persons with disabilities: 10; other vulnerable: 254; people who benefit from green jobs: 300) <i>Source/frequency:</i> UNDP /quarterly Output 1.3: Authorities and the private sector address the skills mismatch and shortages, with stronger active labour market measures to increase participation rates, particularly for women, youth, migrant workers, and persons at risk of being left behind. Indicator 1.3.1. Extent to which workforce capacities and skills in the green and circular economy are enhanced through the integration of circular economy and green skills into formal, non-formal, and on-the-job training programmes by relevant institutions (Likert scale: 1 – low, 5 – very high) <i>Baseline (2025):</i> 1 <i>Target (2030):</i> 5 <i>Source/frequency:</i> UNDP, university data/annually		
--	--	--	--	--

		Output 1.4: Authorities, the private sector, and communities have increased capacities for sustainable management of energy resources, infrastructure and waste, and effective emergency and disaster resilience and response. Indicator 1.4.1. Extent to which biodiversity is mainstreamed into strategies and economic sectors. (Rating: 4. Full inclusion; 3. Partial; 2. Inadequate; 1. No inclusion). <i>Baseline (2025): 2</i> <i>Target (2030): 3.</i> <i>Source/frequency:</i> National and European Union reports/annually Indicator 1.4.2. Extent to which authorities, the private sector, and communities demonstrate enhanced capacities for sustainable management of energy resources, infrastructure, and waste management (Rating: 1. Low. 2. Partial. 3. Transformative). <i>Baseline (2025): 2</i> <i>Target (2030): 3</i> Survey/annually Indicator 1.4.3. Number of institutional mechanisms and systems in place for effective NDC implementation, measuring and reporting on emissions, mitigation, and nature-based adaptation activities in line with the Paris Agreement. <i>Baseline (2025): 1</i> <i>Target (2030): 3</i> <i>Source/Frequency:</i> European Union reports/annually		
--	--	--	--	--

		Indicator 1.4.4. Number of partnerships and/or risk transfer mechanisms established between authorities, private sector and communities for climate risk reduction and disaster management, inclusive of women. <i>Baseline (2025):</i> 4 <i>Target (2030):</i> 7 <i>Source/frequency:</i> National, European Union reports/annually Output 1.5: Government and private sector foster green growth, by enabling women's equal participation in decision-making, access to jobs, equitable pay, and care services as well as transforming social norms that perpetuate inequalities. Indicator 1.5.1. Number of measures and mechanisms in place to enable equal participation of women in green growth and sustainable development, which: a. eliminate women's economic discrimination and segregation in labour market; b. align with standards on equal pay for equal work; c. increase women's access to and use of digital technologies, digital finance, e-commerce, and digital value chains; d. address discriminatory social norms that perpetuate inequalities; e. address women's equal contribution to climate resilience and disaster risk management. <i>Baseline (2025):</i> a. 1 b. 0 c. 0 d. 3 e. 4 <i>Target (2030):</i> a. 6 b. 2		
--	--	--	--	--

DP/DCP/BIH/5

<i>Target (2030):</i> Youth – 78 (71 Male: 85 Female) Adults – 2.5 (2 Male, 3 Female)		Indicator 2.1.2. Number of service providers with improved tools, capacities, and evidence-based policy frameworks to deliver services that address the needs of all, particularly those vulnerable, including victims of gender-based violence and violence against children. <i>Baseline (2025):</i> 9 <i>Target (2030):</i> 12 <i>Source/frequency:</i> Digital platforms of public and private institutions/annually Output 2.2: Authorities have enhanced capacities to strengthen lifelong learning systems, including technical and vocational education and training. Indicator 2.2.1. Number of people (disaggregated by sex, volunteerism inclusive) whose skills have been enhanced through structured, targeted training programs under strengthened life-long learning systems and STEM. <i>Baseline (2025):</i> 7,000 (2,700 women) <i>Target (2030):</i> 8,750 (3,500 women) <i>Source/frequency:</i> Government, UNDP reports/annually		
--	--	--	--	--

NATIONAL PRIORITY OR GOAL: SDG Framework in BiH: (1) Good governance and public sector management: Efficient, open, inclusive, responsible public sector; Rule of law, human rights, and security. Sustainable Development Goals: 1, 2, 3, 4, 5, 10, 16, 17				
COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INVOLVING UNDP #3: By 2030 people contribute to and benefit from more effective and accountable institutions, fostering gender equality, youth empowerment, peace, and social cohesion.				
RELATED STRATEGIC PLAN OUTCOME: Outcome 2: No one left behind, centring on equitable access to opportunities and a rights-based approach to human agency and human development				
COOPERATION FRAMEWORK OUTCOME INDICATOR(S), BASELINES, TARGET(S)	DATA SOURCE AND FREQUENCY OF DATA COLLECTION, AND RESPONSIBILITIES	INDICATIVE COUNTRY PROGRAMME OUTPUTS	MAJOR PARTNERS / PARTNERSHIPS FRAMEWORKS	ESTIMATED COST BY OUTCOME (US\$)
Indicator 3.1 Worldwide Governance indicators a: Voice and accountability b: Political stability and absence of violence/terrorism c: Government effectiveness d: Regulatory quality e: Rule of Law f: Control of corruption <i>Baseline (2023):</i> a: 38.24 b: 31.28 c: 15.57 d: 46.70 e: 39.62 f: 30.66 <i>Target (2030):</i> a: 65.0 b: 63.0 c: 58.0 d: 70.0	World Bank ¹⁴ /annual	Output 3.1: Institutions have policies and mechanisms in place to enable effective civic engagement in policy and service design, delivery, and monitoring. Indicator 3.1.1. Number of new/revised policy, regulatory frameworks designed in an inclusive and evidence-based manner. <i>Baseline (2025): 70</i> <i>Target (2030): 90</i> <i>Source/frequency:</i> governments reports/annually Indicator 3.1.2. Number of engagement mechanisms and platforms that enable civic and voluntary engagement and women's leadership in policy design. <i>Baseline (2025): 40</i> <i>Target (2030): 70</i> <i>Source/frequency:</i> Official records, UNDP/annually Indicator 3.1.3. Extent to which women and men believe that their engagement can influence public decision-making processes. (Not at all – 1; Very little – 2; Some – 3; A lot – 4; 5 – A great deal) <i>Baseline (2025): 2</i> <i>Target (2030): 4</i> <i>Source/frequency:</i> UNDP Perception Survey/annually	Parliaments, relevant ministries, local governments, Public Audit Offices UNICEF, UN-Women, UNFPA, UN-Habitat, World Bank European Union, Governments of Switzerland, Sweden, Germany, UK Norway, Slovak Republic, Czech Republic. Universities, civil society organizations, media	Regular \$500,000
				Other \$43,480,000

¹⁴ <https://www.worldbank.org/en/publication/worldwide-governance-indicators>

e: 53.0 f: 55.0		Output 3.2 Institutions, communities and civil society have the capabilities to foster social cohesion, promote trust and inclusiveness, youth empowerment and protect human rights, contributing to peaceful and inclusive society. Indicator 3.2.1. Number of institutions with improved capacity to promote trust building and social cohesion, including addressing hate speech and genocide denial. <i>Baseline (2025): 9</i> <i>Target (2030): 20</i> <i>Source/Frequency:</i> Official records of institutions, Programme Monitoring (annually) Indicator 3.2.2. Number of people who pro-actively participate in civic forums for inclusive decision-making, peaceful and democratic development (disaggregated). <i>Baseline (2025): 11,900 (37 per cent women, 80 per cent youth)</i> <i>Target (2030): 13,300 (50 per cent women, 80 per cent youth)</i> <i>Source/frequency:</i> Official records, UNDP/annually Indicator 3.2.3. Number of civil society organisations benefiting from enhanced organisational and technical capacity to address social cohesion, youth empowerment, transitional justice and implement trust building initiatives. <i>Baseline (2025): 343</i> <i>Target (2030): 500</i> <i>Source/frequency:</i> Official records, UNDP/annually Output 3.3. Institutions, including the judiciary and law enforcement agencies, private and civil society actors are equipped with the knowledge and tools to enhance human rights and access to justice for all. Indicator 3.3.1. Level of capabilities and enabling conditions of the public institutions to enhance human security, justice, and the rule of law (Fully – 4; Partially – 3; Inadequately – 2; Not in place – 1) <i>Baseline (2025): 2</i> <i>Target (2030): 3</i> <i>Source/frequency:</i> governments, UNDP reports/annually		
----------------------------	--	---	--	--

		Indicator 3.3.2. Number of mechanisms and protocols in place to support effective reporting of and response to gender-based violence and human rights violations. <i>Baseline (2025): 2</i> <i>Target (2030): 8</i> <i>Source/frequency:</i> Official records/annually Output 3.4 Institutions have enhanced capacities to apply good governance, and leverage digital, innovative, and financial solutions to advance service delivery and sustainable and equitable development. Indicator 3.4.1 (IRRF 1.3.1). Number of people benefiting from newly established or strengthened public services (utility, social, digital, administrative, environmental), disaggregated. <i>Baseline (2024): 523,701 (224,167 women)</i> <i>Target (2030): 800,000 (380,000 women)</i> <i>Source/frequency:</i> Official records, UNDP/annually Indicator 3.4.2. Number of households with improved access to restored public services and housing. <i>Baseline (2024): Services – 0; Housing - 0</i> <i>Target (2030): Services – 9;000 Housing - 125</i> <i>Source/frequency:</i> Official records, UNDP/annually		
--	--	---	--	--